

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 188 – VENDREDI 20 SEPTEMBRE 2013

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

CAF : 0,18% d'allocations obtenues par fausse déclaration. Au total, 500 fois moins que la fraude fiscale des possesseurs de capitaux. Et envers qui décide-t-on d'être "impitoyable" ? ●

## AGENDA MILITANT

→ 25 septembre

Rennes [Pour nos retraites, on lutte ?](#)

→ 27 septembre

ÎdF [Réunion nationale nouveau courant au sein du Front de gauche](#)  
Melun [L'enjeu du salaire](#)

→ 4 octobre

Saint-Denis [Mobiliser, lutter, construire l'alternative à gauche](#)

→ 4-5 octobre

[Démocratie et révolution chez Rosa Luxemburg](#)

→ 5-13 octobre

[Le Pas de l'oiseau et L'Héritage en Corse](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Monde

[Misère du pacifisme](#), Fr. Sitel...  
[Syrie, après le massacre](#), I. Avran  
[BDS, étonnant procès](#), Serge Grossvak

→ Territoires

[Les rendez-vous manqués du gouvernement](#), G. Perreau-Bézouille

→ à lire

[Ruades alternatives](#)

## FN : comprendre pour mieux combattre

Les médias ont à l'évidence préféré l'université d'été du Front national à la Fête de l'Humanité. Si l'extrême droite a bel et bien le vent en poupe en France et en Europe, les médias sont-ils obligés d'en faire autant ? Dimanche dernier, *Le Parisien* et le *JDD* affichaient Marine Le Pen à leur Une. Sur *BFM TV*, les sujets présentant tous ces jeunes dirigeants d'extrême droite sur le pied de guerre, à l'assaut des municipalités, ont révélé une ambiance de publiportage inattendue. Et quand cette même chaîne d'info a présenté les résultats d'un sondage sur les élections municipales, les militants ou sympathisants du Front de gauche ont pu s'étrangler. Seules quatre formations politiques avaient droit à la présentation de leurs résultats : FN, UMP, PS et... Verts, à 4 %. Après quelques recherches, on trouvera que, dans ce même sondage, le Front de gauche atteint les 10 % d'intention de vote. Une percée passée inaperçue dans les médias tout occupés à commenter l'essor du FN, réel mais n'atteignant pas la performance de la présidentielle. Les journaux, les télévisions, les radios font désormais leur miel avec le FN, imaginant ou constatant que cela fait vendre. La banalisation du FN semble achevée. Un sondage IFOP n'indiquait-il pas récemment que 34 % des Français se disent proches des idées du FN, et même 39 % des ouvriers et des employés ?

Le danger de l'extrême droite n'est plus une menace mais une réalité qui s'installe. Si l'ostracisme à l'égard du FN, longtemps pratiqué par les médias, n'a pas porté ses fruits, comme nous l'avons vu un certain 21 avril, la banalisation de l'extrême droite pose aujourd'hui de sérieux problèmes. En effet, celle-ci n'arrête pas l'irrésistible ascension de Marine Le Pen. En outre, les digues qui tombent progressivement entre l'UMP et le FN n'augurent rien de bon.

Au total, la contestation de l'extrême droite doit être repensée et musclée. Pour cela, nous devons comprendre ce qui fait la spécificité du FN, son ancrage dans la durée contrairement au "boulangisme" ou au "poujadisme", sa volonté nouvelle de participer aux affaires, de s'inscrire dans le cadre du système démocratique. Nous devons comprendre ce qui se trame à l'échelle européenne car, aux quatre coins de l'Union, l'extrême droite progresse. Nous devons analyser plus finement les ressorts profonds de cette progression dans les consciences et les votes pour mieux les combattre. "No pasaràn !" (1), disaient les Espagnols dans les années 1930. Le slogan a passé les frontières et se brandit aujourd'hui contre l'extrême droite, quel que soit son nouveau visage. No pasaràn ? La preuve du pudding, c'est qu'on le mange.



### ● Clémentine Autain

À lire : Michel Wieworka, *Le Front national, entre extrémisme, populisme et démocratie*, Editions de la maison des sciences de l'Homme, 87 p. 9 €.

Dominique Vidal, *Le ventre est encore fécond. Les nouvelles extrêmes droites européennes*, Libertalia, 155 p. 7 €.

1 Ils ne passeront pas.

## Mandela et les communistes : une passion africaine



**Formé à la politique par ses amis, souvent communistes, Nelson Mandela est passé d'une franche hostilité au communisme à un compagnonnage solide et durable avec les communistes sud-africains. Il a largement puisé dans leur manière de penser la société pour forger sa conception d'une Afrique du Sud multiculturelle.**

### Repères

1918 Naissance de Nelson Mandela à Mvezo (région du Transkei)

1944 Adhésion à l'*African national congress* (ANC)

1961 Décision d'engager la lutte armée contre l'*Apartheid*

12 juin 1964 Condamnation à l'emprisonnement à vie

11 février 1990 Libération de Mandela et de ses compagnons

1993 Prix Nobel de la Paix, avec Frédéric De Klerk

1994 Président de la République d'Afrique du Sud

Si Nelson Mandela est connu de tous et partout, ses écrits le sont moins. À propos de son rapport au communisme, on trouve sur le Net la propagande d'extrême droite, qui en a fait un agent rouge. Ses calomniateurs ne font là que reproduire les accusations des dirigeants de l'*Apartheid* qui lui firent la chasse et le condamnèrent, comme tant d'autres, au nom de la lutte contre le communisme. Ce qui est plus étonnant, cette fois du côté des partisans de l'émancipation, c'est la rareté des réflexions sur la construction politique de la lutte anti-*Apartheid* – l'alliance entre l'ANC, le Parti communiste sud-africain (SACP) et le syndicat COSATU -, le silence sur le rôle majeur joué par les communistes dans la détermination de la stratégie victorieuse face à la ségrégation.

Or, dans ses Mémoires intitulées *Un long chemin vers la liberté* (1), commencées en 1974 en prison et terminées

dans les années 90, Nelson Mandela a largement traité de son rapport au communisme, au PC sud-africain et de ses relations avec les communistes. Et dans les stratégies successives de lutte – désobéissance civile, grèves et campagnes de boycott ; puis, clandestinité et lutte armée ; enfin, négociation de la sortie de l'*Apartheid* -, il s'est constamment appuyé sur une solidarité étroite et revendiquée avec le SACP.

### Peuple conquis, peuple d'esclaves

Mandela poursuit ses études au collège de Clarkebury, le meilleur établissement pour Africains de la région. Il est surpris que les enseignants blancs de l'établissement se lèvent lorsque le chef d'établissement, un révérend noir, entre dans une pièce. Sa conviction se forge alors que ce n'est pas le manque de capacités qui limite son peuple, mais le manque de moyens. À 19 ans, il rejoint le lycée africain de Fort Beaufort, dans la région d'Umbata, dépendant ●●●

(1) Editions Le livre de poche, 1994, 768 pages.



White Area – 1976 © Hulton Archive / Getty Images



Au stade, séparation des Blancs et des Noirs

●●● lui aussi de l'Église méthodiste. Il y accède à un enseignement chrétien et libéral, où l'on apprend que « *les meilleures idées étaient les idées anglaises* ». Il côtoie des élèves et des professeurs d'autres tribus, et il commence à ressentir comme un emprisonnement « *le tribalisme et l'esprit de clocher* ». À la fin du lycée, Mandela assiste à une conférence au cours de laquelle le poète xhosa Krune Mqhayi évoque « *le conflit brutal entre ce qui est indigène et bon et ce qui est étranger et mauvais* », appelant à rejeter l'homme blanc car il est étranger. Il en ressort avec « *l'impression de faire partie du peuple élu* » et, en même temps, avec le sentiment qu'il existe une parenté entre tous les Africains. Il est loin d'une vision multiculturelle.

À 21 ans, Mandela entre à l'université de Fort Hare, l'unique centre d'enseignement supérieur pour les Noirs d'Afrique du Sud. Il est membre de l'Association chrétienne des étudiants et se met à participer à des mobilisations syndicales, qui aboutissent à son exclusion. À son retour forcé à Mqhekezweni, le régent annonce à ses fils – son fils de sang et son fil Nelson - leurs prochains mariages arrangés. À cette époque, « *j'avais des idées plus avancées sur le plan social que sur le plan politique. Alors*

*que je n'aurais pas envisagé de lutter contre le système politique des Blancs, j'étais prêt à me révolter contre le système social de mon propre peuple.* » Pour se soustraire à ces mariages, les deux hommes s'enfuient à Johannesburg.

**Militant communiste, Gaur Radebe joue un rôle déterminant dans la formation politique de Mandela, en particulier sur la nécessité de dénoncer le racisme en général et de défendre l'idée que « tous les habitants de l'Afrique du Sud devaient être des citoyens à part entière ».**

**Nationalisme africain, lutte raciale ?**

Désireux de devenir avocat, et pour cela de passer d'abord une licence universitaire, Mandela a aussi besoin

de travailler. C'est à ce moment qu'il rencontre l'un de ses futurs compagnons de combat, Walter Sisulu - formé par des membres du SACP -, ainsi que Lazar Sidelsky, qui dirige l'un des grands cabinets de la ville. Ce dernier considérait que « *seule l'éducation de masse libérerait le peuple* » et « *soutenait qu'un homme éduqué ne pouvait être opprimé parce qu'il pouvait penser seul* ». Et il concevait la loi comme « *un outil qu'on doit utiliser pour changer la société* ». Au sein de ce cabinet, Mandela rencontre Gaur Radebe, un responsable de l'ANC et du Parti communiste, ainsi que Nat Bregman, son premier ami blanc. Gaur souligne à ses yeux, en opposition aux propos de Sidelsky : « *L'éducation est essentielle pour nos progrès mais aucun peuple ni aucune nation ne s'est jamais libéré par la seule éducation.* » Il joue un rôle déterminant dans la formation politique de Mandela, en particulier sur la nécessité de dénoncer le racisme en général et de défendre l'idée que « *tous les habitants [donc les Blancs aussi] de l'Afrique du Sud devaient être des citoyens à part entière* ».

À cette époque, Mandela considère encore que la lutte en Afrique du Sud est « *purement raciale* », et que la lutte des classes s'applique peut-être ●●●



De gauche à droite : Walter Sisulu, Joe Slovo, Albert Luthuli et Olivier Tambo

●●● mais ailleurs, en Europe ou en Russie. Cependant, il assiste à des réunions et des conférences du PC, stupéfait d'y constater que les différences de couleur sont « abolies ». À 25 ans, il participe pour la première fois à une manifestation publique organisée par l'ANC.

Après sa licence, Mandela devient le seul étudiant africain de l'Université du Witwatersrand, à Johannesburg. C'est là qu'il rencontre Joe Slovo et de nombreux militants de l'ANC, d'autres organisations de lutte de libération et du Parti communiste, qui formeront « l'avant garde des mouvements politiques les plus importants des prochaines années ». Il est séduit par le nationalisme d'Anton Lembede et d'AP Mda, qui se présente comme un « antidote au gouvernement étranger et à l'impérialisme moderne ». Dans les cercles militants, beaucoup critiquent l'ANC pour un certain élitisme et le déficit de campagnes de masse.

C'est une période où Mandela est « extrêmement méfiant » à l'égard du communisme, refusant l'importation d'une « idéologie étrangère » et craignant que la composition du PC, dirigé par des Blancs, « sape la confiance des Africains ». Il s'oppose d'ailleurs à des campagnes communes avec le Parti communiste. Cependant, comme dirigeant de la Ligue de la jeunesse, il subit une « défaite importante » lors d'une conférence de l'ANC, lorsqu'il demande l'exclusion de tous les membres du PC.

Mandela n'en côtoie pas moins constamment les responsables communistes.

### **Désobéissance civile, grèves, campagnes de boycott**

En 1948, les coordonnées de la politique sud-africaine se transforment. Le Parti national, qui avait précédemment manifesté son soutien à l'Allemagne nazie, remporte les élections. Sa plate-forme est connue sous l'intitulé « Apartheid » (qui signifie séparation). Le nouveau pouvoir considère les Afrikaners comme le peuple élu de Dieu, les Noirs étant une espèce subordonnée. L'Église réformée

**Durant ses premières années à l'ANC, Mandela s'oppose à la participation des Blancs et des communistes à la Ligue de la jeunesse ; il craint « la supériorité de leur éducation, de leur expérience et de leur formation ».**

hollandaise soutient le nouveau gouvernement. La Ligue de la jeunesse, elle, confirme son orientation en faveur de la création d'un mouvement de libération nationaliste « dirigé par les Africains ». Mandela explique : « Je sympathisais avec le courant ultra-révolutionnaire du nationalisme africain. J'étais en colère contre les Blancs, pas contre le racisme. » Face à un pouvoir de plus en plus

répressif et ségrégatif, l'ANC modifie sa stratégie, jusqu'à présent légaliste. Là débutent les grandes mobilisations de désobéissance civile, les grèves, les campagnes de boycott, souhaitées par la Ligue de la jeunesse.

Les rapports de Mandela au Parti communiste changeront à partir du moment où le pouvoir fait voter une loi sur l'interdiction du communisme, dont la transgression était passible de dix ans d'emprisonnement. « Il était évident que la répression contre un groupe de libération frappait tous les groupes », cela d'autant plus qu'en réalité la moindre protestation pouvait être qualifiée de « communiste ». Ainsi furent resserrés les rangs entre opposants à l'Apartheid. Mandela écrit : « Ma longue opposition au communisme cédait », évoquant des « préjugés » qui se sont effacés du fait de son expérience de l'action commune au sein de l'ANC... mais aussi de ses lectures : Marx et Engels, Lénine, Staline, Mao... Il est « stimulé » par le Manifeste du Parti communiste et « épuisé » par Le Capital.

Dans les années suivantes, Mandela est poursuivi plusieurs fois dans le cadre de la répression contre le communisme : interdiction de circuler, de participer à des meetings ou des rassemblements... Il est chargé de mettre en place l'organisation clandestine de l'ANC, ses dirigeants s'appêtant à ce qu'elle soit interdite, comme l'est déjà le Parti communiste. En parallèle, il ouvre avec Olivier Tambo, qu'il a connu pendant ses études, un cabinet d'avocat, côtoyant ainsi de près à la fois les réalités quotidiennes ●●●



●●● des politiques discriminatoires et la réalité d'un système judiciaire faits pour les droits des dominants blancs.

### Répression de l'ANC pour cause de communisme

Avec la répression impitoyable du gouvernement, le débat sur la nécessité de la violence ne tarde pas. À l'occasion d'un meeting, Mandela souligne que « *le temps de la résistance passive est terminé, que la non violence est une stratégie vaine (...). La violence est la seule arme qui détruira l'Apartheid .* » Ainsi, « *la résistance passive non violente est efficace tant que votre adversaire adhère aux mêmes règles que vous. Mais si la manifestation pacifique ne rencontre que la violence, son efficacité prend fin. (...) Il n'y a aucune bonté morale à utiliser une arme inefficace.* »

À ce moment, l'ANC se lance dans la rédaction d'une Charte de la liberté pour l'Afrique du Sud démocratique, rédigée à travers un large processus de délibération et l'organisation d'un Congrès du peuple. Ce texte (2) est une synthèse entre des objectifs pratiques et un langage poétique, selon l'expression de Mandela. Le pouvoir n'aura ensuite de cesse de considérer ce texte comme communiste, de même que les radicaux nationalistes de l'ANC (anticommunistes et anti-blancs). Mandela nie dans ses mémoires l'influence des idées communistes dans ce texte... tout en soulignant qu'il était révolutionnaire dans la mesure

où ses ambitions ne pourraient pas être réalisées sans transformer radicalement les structures politiques et économiques du pays.

En 1956, Mandela et les principaux dirigeants de l'ANC et de ses alliés sont arrêtés pour haute trahison et conspiration destinée à remplacer l'État existant par un État communiste, citant pour preuve la Charte. Parallèlement, une nouvelle organisation voit le jour, le *Pan Africanist*

### Les rapports de Mandela au Parti communiste changent à partir du moment où le pouvoir fait voter une loi sur l'interdiction du communisme. À cette époque, il est « stimulé » par le Manifeste du Parti communiste mais « épuisé » par le Capital.

*Congress* (PAC), organisation africaniste concurrente de l'ANC, sur des bases rejetant le multiculturalisme et anticommunistes. Nouveau tournant en 1959, avec le massacre de Sharpeville, un *township* situé à une cinquantaine de kilomètre de Johannesburg : 69 morts africains tués par la police. Il eut un écho mondial, mais la répression s'intensifia. Le 8 avril 1960, l'ANC et le PAC sont déclarés illégaux, puis l'état d'urgence est déclaré.

Durant les audiences, l'accusation tente de prouver que Mandela est un dangereux communiste. « *Je refusais de laisser croire que je prenais mes distances vis-à-vis de nos alliés communistes* » : « *Je n'hésitais pas à réaffirmer l'extraordinaire soutien que les communistes nous avaient apporté.* » Le 29 mars 1961, surprise, les accusés sont déclarés non coupables et acquittés.

### Clandestinité, lutte armée

Avec nombre de ses camarades de lutte, Mandela entre dans la clandestinité. Il est partisan d'engager la lutte armée, dont le président de l'ANC, A.J. Luthuli, a admis la nécessité. Au terme de débats difficiles, la décision est prise : Mandela est chargé de créer un organisme militaire, distinct de l'ANC clandestine, tandis que la politique de l'ANC reste la non-violence. De son côté, le PC s'est reconstitué dans la clandestinité et crée sa propre branche militaire. Là où la direction de l'ANC était restée jusqu'à présent composée de Noirs, un des premiers actes de Mandela est de recruter Joe Slovo, blanc et communiste, ainsi que d'autres militants communistes déjà aguerris, pour créer *Umkhonto we Sizwe* (La lance de la nation, "MK").

À nouveau, Mandela s'appuie sur les livres concernant cette fois les tactiques de guérilla non conventionnelle : Che Guevara, Fidel Castro, Mehamed Begin... Parmi les quatre types d'action violente possible - le sabotage, la guerre de guérilla, le terrorisme et la révolution ouverte -, MK choisit le sabotage, car il cause le moins de torts aux individus. MK réalise ●●●

(2) [http://fr.wikipedia.org/wiki/Charte\\_de\\_la\\_liberté](http://fr.wikipedia.org/wiki/Charte_de_la_liberté)  
- Texte complet : <http://intranet.crdp-nantes.fr/cinema/upload/43001-j6XSiza3.pdf>



●●● alors des raids contre des installations militaires, des centrales électriques et des moyens de transports.

Mandela est arrêté le 5 août, comme d'autres dirigeants, dont Walter Sisulu.

Mandela choisit d'assurer lui-même sa défense, avec Joe Slovo comme avocat-conseil. Le procès, suivi dans le monde entier (à cette époque, l'ONU a voté des sanctions contre l'Afrique du Sud), est centré sur l'accusation de sabotage destiné à faciliter une révolution violente et une invasion du pays. Au cours de sa défense, Mandela fait un hommage appuyé aux communistes, particulièrement saisissant dans le cadre d'un tel procès : « *les communistes ont formé le seul groupe politique d'Afrique du Sud prêt à traiter les Africains comme des êtres humains et comme leurs égaux. (...) À cause de cela, il y a aujourd'hui beaucoup d'Africains qui ont tendance à confondre la liberté et le communisme.* » Alors que la peine de mort était la peine la plus probable, les 11 accusés sont finalement condamnés à l'emprisonnement à vie.

#### La prison : les années sombres

Durant ses 27 années d'emprisonnement sur l'île de Robben Island, Mandela et ses compagnons continuent le combat, mal informés de la résistance qui se poursuit à l'extérieur, ainsi qu'au plan international.

Mandela évoque les débats récurrents en prison, qui concernent souvent les rapports entre l'ANC et le PC. Certains prisonniers pensaient que les deux organisations n'en formaient qu'une, ce qui

**Mandela :**  
**« les communistes  
 ont formé le seul groupe  
 politique d'Afrique  
 du Sud prêt  
 à traiter les Africains  
 comme des êtres  
 humains et comme  
 leurs égaux. (...)**  
**À cause de cela,  
 il y a aujourd'hui  
 beaucoup d'Africains  
 qui ont tendance  
 à confondre la liberté  
 et le communisme. »**

était inexact. Cependant, Mandela précise : « *À Robben Island, le Parti communiste n'existait pas en tant qu'entité séparée. En prison, il n'était pas nécessaire de marquer la même différence entre l'ANC et le SACPO qu'à l'extérieur.* » D'autres débats concernaient la néces-

sité ou non que la direction de l'ANC soit composée uniquement des militants « *issus de la classe ouvrière* », la circonscription, ou encore... l'existence des tigres en Afrique.

#### Vers la négociation

Nouvelle phase en 1978. P. W. Botha devient Premier ministre. Les conditions d'emprisonnement s'améliorent, mais la politique de l'État reste extrêmement dure. C'est la période où l'ANC engage une campagne "Libérez Mandela !", reprise et déclinée dans le monde entier. Mandela et certains de ses compagnons sont transférés et isolés. De temps en temps, Mandela reçoit la visite de journalistes ou de personnalités que le pouvoir espère voir témoigner de conditions d'emprisonnement correctes. Mandela constate que, souvent, ces interlocuteurs évoque deux problèmes : son communisme supposé et son goût pour le terrorisme. En 1985, Botha propose à Mandela de le libérer à condition qu'il rejette « *de façon inconditionnelle la violence comme instrument politique* ». Et le pouvoir de souhaiter inverser les responsabilités : « *Ce n'est plus le gouvernement sud-africain qui s'oppose à la libération de Mr Mandela. C'est lui-même.* » Lui refuse : « *Seul un homme libre peut négocier.* »

Mandela en est venu à la conviction qu'une négociation est nécessaire. Il prend alors sur lui d'engager la ●●●



●●● discussion, utilisant son isolement pour pouvoir exprimer, en cas d'échec, qu'il n'a pas engagé l'ANC.

Quatre questions seront au cœur des discussions, durant des mois : la lutte armée, l'alliance entre l'ANC et le PC, la loi de la majorité et l'idée de réconciliation. Sur la lutte armée, Mandela indiquait : « *c'est toujours l'opresseur, non l'opprimé, qui détermine la forme de la lutte.* » Sur le deuxième point : « *Aucun combattant de la liberté qui se respecte n'acceptera jamais d'obéir aux ordres du gouvernement qu'il combat, ni ne rejettera jamais un très ancien allié afin de plaire à un adversaire.* »

Enfin, le vent tourne avec le remplacement de P. W. Botha par F. W. De Klerck, que Mandela décrit comme un homme d'appareil auquel le changement semblait « *nécessaire et inévitable* ». Celui-ci ouvrit la porte au démantèlement de l'*Apartheid*, annonçant notamment la levée de l'interdiction de l'ANC, du PAC, du Parti communiste et d'autres organisations, la libération des prisonniers incarcérés pour des activités non violentes, la suspension de la peine capitale...

### Suspension de la lutte armée, gouvernement d'unité nationale

Le processus de négociation est dif-

ficile : « *Malgré ses actions positives, Mr De Klerck n'était pas un émancipateur, mais un pragmatisme prudent. (...) il voulait assurer le pouvoir des Afrikaners dans un autre type d'organisation. Il n'était pas encore prêt à négocier la fin de la domination blanche.* » Cependant, en mai 1990 a lieu la première séance de pourparlers avec le gouvernement.

Le rôle joué par Joe Slovo, en complicité étroite avec Mandela, a ensuite été décisif. En effet, raconte Mandela, c'est Joe Slovo qui propose à Mandela puis à la direction de l'ANC la suspension de la lutte armée afin de créer un climat différent pour la négociation, cela contre l'avis d'une partie des dirigeants. Et quelque temps plus tard, c'est à nouveau le responsable du PC sud africain qui fait la proposition controversée d'un gouvernement d'unité nationale transitoire, incluant le partage du pouvoir avec le Parti national. Là où pendant de nombreuses années, le pouvoir blanc avait cherché à négocier un droit de veto contre un éventuel gouvernement noir, il était maintenant contraint à participer à un gouvernement issu du suffrage de tous les Sud-Africains (sans droit de veto).

Au total, Mandela comprit très tôt qu'à travers la volonté du pouvoir pro-*Apartheid* et des tribunaux de le combattre comme communiste, et aussi derrière

les exigences sans cesse formulées qu'il s'en dissocie, c'est tout le combat contre la ségrégation qui était visé. Ainsi, l'alliance avec les communistes sud-africains n'a pas seulement été un moyen de peser au quotidien dans la société, mais un moyen décisif pour tenir avec constance, sur la très longue durée, la visée d'une société débarrassée de la domination raciste. Au cours de ses expériences militantes de jeunesse, ses rencontres avec des communistes l'éloignent d'un nationalisme africain radical porteur de divisions pour le mouvement anti-*Apartheid* et le rapprochent d'une vision globale de l'avenir de l'Afrique du Sud. Ainsi, il est permis de souligner le rôle déterminant de la contribution communiste à une victoire majeure du combat pour l'émancipation (3)



● Gilles Alfonsi

(3) Une version complète de ce texte se trouve sur <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4141>

## Et si l'avenir éclairait le présent ?

Une rentrée placée sous le signe de la colère... et du sentiment de se heurter à des limites : il est temps d'interroger nos pratiques et conceptions.

Lors de la manif en faveur des retraites, la détermination s'affichait sur une banderole : "Pas un trimestre de plus, pas un euro de moins". Au début cela m'a plus, et je me suis interrogé sur moi-même. "Pas un trimestre de plus" ? N'est-ce pas déjà fait ? La seule expression de la colère fait-elle avancer la situation ?

Où se trouve donc la limite à dépasser ? Taxer le capital, faire cotiser les actionnaires ? Oui. Mais cela ne donne pas à la retraite le statut qu'elle mérite. Or, à l'expérience, lorsque le mouvement populaire est sur les logiques idéologiques du capital, il s'use plus vite que les forces réactionnaires.

Peut-être que la réponse la plus actuelle réside dans un penser complètement autre :

1. La rémunération : est-on obligé de la concevoir seulement à partir des heures passées dans l'entreprise ? Quid alors des congés maternités, qui témoignent que la société paie pour sa reproduction, ou des congés maladie ou des congés payés ? Il y a déjà des brèches dans le salariat qui pourraient nous aider à réinterroger l'ensemble du système. La retraite en est une : elle n'est pas l'aumône faite à ces pauvres vieux travailleurs épuisés par une vie de labeur pour la terminer sans faire de bruit. Elle est une rémunération *hors travail*. Lorsque des enseignants s'occupent d'enfants, ils sont considérés comme contribuant au développement de la société et lorsque les parents ou grands-parents s'occupent des mêmes enfants, cela ne participe plus au développement de la société ? Faut-il vendre sa force de travail pour être reconnu comme utile ? La guerre, la spéculation mises à part, toute activité humaine contribue à faire de la société.

2. Les détenteurs de capitaux peuvent-ils l'entendre ? La question y répond d'elle-même. Comment aborder la question de la retraite sans aborder celle de la maîtrise

des flux de capitaux ? La citoyenneté consiste-t-elle à réclamer ou passe-t-elle par les pouvoirs nécessaires pour se servir soi-même ?

3. Suis-je loin des conditions immédiates de lutte ? 57 % des sondés condamnent le capitalisme ; 54 disent qu'aucun autre système n'apparaît. Faut-il attendre que ces 54 % devinent les réponses ? À quoi alors serviraient les forces syndicales, associatives et politiques ? À répéter ce qui est déjà connu ? Ou à chercher des pistes de réponses aux luttes les plus immédiates dans ce qui est encore impensé, dans un univers mental où la nécessité prime sur les coûts ? Démagogie ? Les 90 milliards de profits réalisés en France en 2012 représentent 4 millions d'emplois. Salaires, retraites, couvertures sociales ne sont pas des "coûts", comme on nous le serine, mais des stimulants d'activités, des moteurs économiques.

Si la citoyenneté se réduit au vote, alors qui est chargé de transformer les luttes immédiates en explorations de pistes nouvelles ? Rien ne se fera tant que chacun-e ne se considèrera pas comme responsable de ce travail. Chacun-e : qu'il/elle passe

par la porte du politique, du syndicat, de l'association ou de l'expression artistique. C'est la capacité de chacun-e à se projeter dans une autre conception de la société qui reconstitue du commun. La délégation aux partis et à l'État l'empêche. Il n'y a pas de révolution sans rompre avec des habitudes qui n'empêchent pas les dominants de dominer et sans éclairer le présent par un autre avenir. Il y a du chemin à parcourir pour y parvenir ? Je ne sais pas, mais c'est le plus court : faire de ces questions un large débat national, au cœur de l'actualité, c'est déjà changer le rapport de forces.



2010, déjà. La colère suffit-elle ?



● Pierre Zarka



## La jeunesse des troubadours

Aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècle, dans le Sud de la France, est apparu un mouvement, celui de la "fin'amors", qui, par certains aspects, aujourd'hui encore semble relever du miracle de la génération spontanée. Il y a bien des hypothèses quant à l'origine des troubadours, mais elles continuent de prêter à discussion. La plus probable paraît cependant celle de la combinaison de plusieurs circonstances : la vie de cour dans les châteaux plutôt rustiques du midi qui commence à évoluer ; la découverte, à la faveur des croisades, de la civilisation arabe (à bien des égards plus raffinée que celle de l'Europe chrétienne) ; et l'apparition, parmi les chevaliers, les clercs et même les familles roturières de nombreux jeunes gens éduqués et sans emploi particulier. (Car l'héritage – quand héritage il y a – est réservé à l'aîné).

Mais le fait est là qui demeure remarquable : l'apparition dans cette partie la plus évoluée de l'Europe, comme le notait Engels, d'une nouvelle conception de l'amour. Ou plus exactement : l'affirmation d'une nouvelle idéologie culturelle et morale, l'amour chevaleresque, transposant dans le champ de l'amour les valeurs de la chevalerie : prouesse, jeunesse, "largeza" (générosité), "mezura" (mesure), "paratge" (c'est-à-dire "noblesse", de naissance, puis, par extension, de cœur...)

Le but de la quête du "pros" (preux)

chevalier courtois n'est plus l'héroïsme que l'on conquiert sur les champs de bataille ou lors des tournois guerriers, mais la récompense à laquelle on peut prétendre dans les joutes d'amour. Et cette récompense, c'est la joie. La langue romane (limousin ou provençal médiéval que nous nommons aujourd'hui occitan) possède plusieurs mots pour désigner la joie : "gaug" (pour le sens commun) et "joi", (au masculin) pour désigner la joie suprême, celle que confère l'amour partagé et accompli. (Sans doute est-ce ce mot qui est passé avec un sens affaibli dans le français "joie" et dans l'anglais "to enjoy"... verbe que nous pourrions à bon droit leur envier).

(Ainsi, pour les troubadours comme pour les poètes antiques, le bonheur s'identifie à la joie. Mais à la différence des poètes de l'Antiquité, cette joie est pour eux avant tout liée à l'amour.)

Guilhem IX, comte de Poitiers, grand-père d'Aliénor d'Aquitaine, est d'ordinaire considéré comme le premier des troubadours. Il est un des premiers poètes laïcs, écrivant en langue vulgaire, des chansons à la fois délicates et vigoureuses. Sa "vida" (ou biographie) précise qu'il était l'un des « plus courtois au monde et un grand tricheur de dames ».



Dans une de ses chansons, il dit : « Totz jois del mon es nostre / dompna s'amdui nos amam » (Toute la joie du monde est nôtre / ma dame si nous nous aimons). L'amour est le souverain bien. Et la dame adorée est toute puissante ; (revanche symbolique des femmes dans un univers où leur rôle réel est nettement moins brillant).

Dans une autre chanson, il écrit : « Par sa joie elle peut guérir / par sa colere tuer / rendre fou un homme sage / ... / rendre vilain le plus courtois et faire un courtois d'un vilain.. »

Ainsi l'amour aurait même le pouvoir de bousculer les barrières sociales... Et dans une certaine mesure, il semble que ce fut vrai, car en courtoisie pouvaient se rencontrer et rivaliser des nobles comme Jaufre Rudel, de grands seigneurs et même des rois, tel Richard Cœur de lion, et des hommes du peuple comme Bernard Ventadour, ou des jongleurs comme Cercamon (Cherchemonde) ou Marcabru dit "Pain perdu".

Ces poètes étaient bons chrétiens... Pourtant leur morale a quelque ●●●



●●● chose de bougrement païen. Au moment même où l'Église est en train de consolider l'institution du mariage, eux prônent ouvertement l'adultère. La dame qu'ils courtisent (dans la réalité ou dans le monde virtuel du vers ; le départ de l'un et de l'autre étant parfois difficile à faire, faute de documents autres que les « canzos » elles-mêmes) est en effet en général une châtelaine, mariée à un seigneur, capable de noblesse et de largesses. Beaucoup plus rarement une bergère...

Ils sont, bien avant l'heure, si cet anachronisme m'est permis, partisans de l'amour libre... (Pour eux comme pour les dames... pourvu qu'elles les aiment.) Cet amour - même s'il pouvait inclure certains rites susceptibles de mettre à l'épreuve la vertu des amants (tel l'« as-sag » - ou essai - qui consistait à coucher nu avec la dame sans faire l'amour) - ne se voulait pas toujours si platonique qu'on l'a dit.

Par exemple, toujours chez Guillaume IX :

« Je me souviens encore d'un matin /

où nous mîmes à la guerre fin / et qu'elle me fit ce don si grand / de son amour et son anneau. / Que Dieu me laisse vivre tant / que j'aie mes mains sous son manteau. »

Et je pourrais évoquer aussi la figure de Peire Vidal, autre grand troubadour qui fut grand aventurier et grand hâbleur.

Mais l'important est qu'ils ont fait de l'amour une culture, et un art. Cette religion de l'amour qu'ils ont répandue dans toute l'Europe avait sans doute une dimension spirituelle. Les troubadours, qui étaient souvent très anticléricaux, semblaient attachés à une conception évangélique du christianisme, comme religion d'amour. Et même s'ils ne doivent pas être confondus avec l'hérésie cathare des Parfaits (qui étaient moins « joyeux »), ils vécurent souvent en bonne intelligence avec eux. Jusqu'à ce que l'Inquisition mette le pays à feu et à sang.

La croisade contre les Albigeois et la défaite du Midi sonnent le glas de l'âge d'or des troubadours. Certains entrent

en résistance, d'autres s'exilent. Plusieurs déplorent la fin de Noblesse et Générosité remplacées (déjà) par Tromperie et Profit. Peire Cardenal, par exemple, dans plus d'un « sirventès » (ou satire) s'en prend à Rome et aux prêtres (« clerics se font pasteurs / et ce sont des tueurs ») et au roi de France, accusé « d'acheter, vendre et faire marché / comme serfs et bourgeois ».

L'heure n'est plus vraiment à chanter les belles mais, du coup, le fin'amors prend un sens plus élevé, quasiment un modèle et un remède social.

De cette jeunesse des troubadours, il nous reste une nostalgie et un goût de printemps dont nous ne sommes pas prêts de guérir.

Écoutons Jaufré Rudel :

« Quand les jours sont longs en mai / me plaît doux chant d'oiseaux lointains / et quand je suis d'ici parti / me souviens d'un amour de loin. »

● Francis Combes



## La volonté de vivre



*Quand, un jour, le peuple veut vivre  
Forcément, le destin lui obéit  
Et forcément, la nuit se dissipe  
Et forcément, les chaînes se brisent...*

Une ode à la vie et à l'action de l'un des plus grands poètes tunisiens en langue arabe, Abou Kacem Chebbi, repris par les manifestants en 2010 et depuis. Samia Lamine en propose à *Cerises* une traduction, reproduite dans son recueil de poèmes, *Dabka jusqu'à l'aube*. Le poème complet est sur [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net), rubrique "carte blanche".



● Michèle Kiintz

## Intrigue en (re)constitution...

Dans cette livraison romanesque, Martin Suter, écrivain suisse allemand, nous propose une intrigue policière qui flirte en permanence avec l'intemporalité et construit un scénario policier sur la reconstitution d'un instant, au détail près. Au meurtre près. Qui fait cet instant ? Que constitue-t-on ainsi ? De quelle objectivité ? De quels usages ?

Ce lent et patient travail de deux "victimes" d'un jour tragique qui tentent de surpasser leur douleur par la négation du temps ne serait-il que l'immédiate reconstruction mentale d'un moment, de ses détails, de son contexte, de ses objets ? De leur utilité ?

Quels indices vont nous conduire de page en page entre désir et chagrin, folie et félonie ?

Entre fantastique et roman noir, Hitchcock et André Dhôtel, Niepce et Breton, ce joli roman policier noue une véritable intrigue. Plusieurs même si l'on considère qu'à la problématique criminelle, la recherche d'une suspension, d'un retour au temps choisi, le questionnement de la mémoire et du vécu nous offrent plus qu'un contexte, une véritable réflexion sur la poursuite du réel.



*Le temps, le temps,*  
Christian Bourgois éditeur,  
315 p., 18 €



● Patrick Vassallo

● **Diversité linguistique, un patrimoine à protéger et cultiver.** Le Parlement européen a approuvé, le 11 septembre, le rapport présenté par Fr. Alfonsi, sur la diversité linguistique et les langues menacées. De nombreuses voix s'élèvent contre le fait que la moitié seulement des députés européens se soit prononcée pour, et l'abstention de Jean-Luc Mélenchon suscite de vives réactions. Plus sur [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net), rubrique "Culture".



● **Consternant.** À la Une de *L'Humanité Dimanche*, on trouvait la semaine passée Vladimir Poutine aux côtés de Pierre Laurent et Edgar Morin, parmi ceux qui "font échec à la guerre". Ce voisinage aura consterné nombre de lecteurs. Mais, de plus, l'hebdo semble avoir oublié que la guerre est

déjà là, civile, et qu'elle a déjà tué 110 000 syriens. Nous n'oublions pas, par ailleurs, qu'elle est venue après un soulèvement populaire dans la suite des révolutions arabes. Et nous n'oublions pas non plus que, pendant les négociations actuelles, les affrontements continuent par le biais des "moyens conventionnels". Autre surprise de la période, A. Martchenko, conseiller politique à l'ambassade de Russie, est intervenu dans un débat sur la Syrie au Village du Monde de la Fête de l'Humanité : un soutien du régime syrien, évoquant son passage récent sur Radio Courtoisie aux côtés d'Yvan Blot, fondateur du club de l'Horloge et ex-député du Front national (l'émission est ici : <http://www.radiocourtoisie.fr/tag/alexandre-marchenko/>). Cette invitation en choque plus d'un. *Cerises* aussi.

● **Arrêtons la casse de la Sécu !** Dans le rapport sur l'application des lois de financement de la Sécurité sociale, rendu le 17 septembre, la Cour des comptes s'aligne sur la conception austéraitrice du Medef, appuyé par le gouvernement Hollande-Ayrault. Lunettes, hôpitaux, laboratoires sont dans le colimateur. Or, par exemple, si deux tiers des Français portent des lunettes – de moins en moins remboursées par la Sécurité sociale –, deux millions renoncent déjà à des soins d'optiques par manque d'argent. Le droit à la santé, la Cour des comptes connaît pas ! ●●●



## Image de la semaine



## Coup de poignard contre la démocratie

Athènes, nuit de mardi à mercredi. T-shirt noirs, pantalons et bottes militaires, une vingtaine de néo-nazis ont encerclé le chanteur de hip-hop grec, Pavlos Fissas *alias* "Killah P." et l'un d'eux l'a assassiné de plusieurs coups de couteau. Le groupe de policiers présent ne bougeant pas, une policière s'est extraite de son unité pour ceinturer l'homme désigné par la victime. L'agresseur arrêté par la police aurait immédiatement avoué sa relation avec le parti nazi de l'Aube dorée.

●●● ● **Colombie, violation d'un droit humain fondamental.**

L'accord de libre échange que la Colombie a signé avec les États-Unis oblige les paysans à cultiver des "semences certifiées", c'est-à-dire produites par les "sélectionneurs" tels Monsanto ou Syngenta. À la violence de la répression des manifestations contre cette mesure, s'ajoute la proclamation de l'état d'urgence. Marie-Monique Robin avait déjà, dans le film *Les moissons du futur*, dénoncé les ravages de ces firmes, confortées aujourd'hui par l'Accord de libre échange transatlantique. Voir le "Coup de gueule" de M.M. Robin sur [www.communistesunitaires.net](http://www.communistesunitaires.net), dans la rubrique "Monde".

● **Semaine de grève pour les profs grecs.** Disciplines et postes supprimés, bâtiments délabrés : face aux coupes

budgetaires qui dévitalisent le secteur public grec et menacent l'éducation, les enseignants donnent le "la" de la mobilisation. Neuf enseignants sur dix ont participé à la grève et manifesté. Les AG d'enseignants doivent décider de la suite du mouvement. La fédération de professeurs de l'enseignement secondaire (OLME) appelle au soutien de toutes les organisations syndicales du secteur public et privé ainsi que à toutes les organisations d'enseignants partout dans le monde.

<http://fr.myeurop.info/2013/09/18/en-gr-ce-l-cole-publique-l-abandon-12242>

<http://syrizaparis.wordpress.com/2013/09/17/soutenez-la-lutte-des-enseignants-en-grece-en-greve-deja-depuis-le-16-septembre/>

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>  
[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART





*Initié par l'Association des communistes unitaires, le séminaire Communisme a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du 21<sup>ème</sup> siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.*

Le séminaire a pris son envol le 2 février 2013 autour de la question :

**Quel cahier des charges pour un séminaire sur le communisme ?**

Il s'est poursuivi le 30 mars et le 1<sup>er</sup> juin autour de ces thèmes :

- ◆ "Qu'est-ce que l'aliénation ? Comment s'émanciper ?"
- ◆ "Où est le pouvoir ? Que faire de l'État ?"
- ◆ "Angles morts et leçons du communisme",
- ◆ "Combat anthropologique".

Les séances programmées les 12 octobre et 30 novembre permettront d'aborder de nouveaux thèmes et d'en approfondir d'autres (voir ci-dessous).

D'autres sujets sont identifiés :

- ◆ "Déjà-là du communisme, dépassement, révolution, utopie", incluant le débat "socialisme ou communisme ?"
- ◆ "Individu, sujet, collectif, rapports sociaux ?",
- ◆ "Désir d'agir ? Avec qui et comment ?"

Parmi les sujets à approfondir, citons : *Qui sont les révolutionnaires d'aujourd'hui ? Quelle appropriation sociale et comment ? La question nationale et raciale ? Les nouveaux champs à investir par le communisme (Communisme 2.0, consommation...) Que faire des pensées de Foucault, Bourdieu, Guattari ? etc.*

Sur tous les sujets, il est fait appel à contribution en amont des séances. Pour suivre l'actu du séminaire, tout est sur le site : [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net)

4<sup>ème</sup> journée  
à Paris

## Deux séances le samedi 12 octobre 2013

de 9h45 à 18 h

à l'AGECA, 177 rue de Charonne - 75011 Paris  
métro : Alexandre Dumas (ligne 12) ou Charonne (ligne 9)

### - Séance "Travail"

Qu'est-ce que le travail ? Travaille-t-on seulement en situation d'emploi ? Quels rapports établir entre travail et "hors travail" ?

De plus en plus de travailleurs ne parviennent plus à faire leur travail selon leurs critères du travail bien fait. Ne faut-il pas mettre en cause le lien de subordination avec son "employeur" ?

Qu'entend-on par production de richesses ? Production de biens matériels, de services ou production de société ? Comment mesurer la "valeur" des activités humaines ?

Si travailler c'est produire de la société, ne faut-il pas repenser l'organisation du travail et les rapports sociaux qui en découlent ?

### - Séance "Droit de suite sur l'Etat"

Lors d'un premier débat sur "Où est le pouvoir ? Que faire de l'État", plusieurs points nécessitant d'être approfondis avaient été pointés. Il est proposé de se centrer sur trois questions clefs :

- De quoi parle-t-on quand on parle de "l'État" ? Il s'agit de clarifier les objets de la discussion, afin de mieux identifier ce qui fait consensus et ce qui fait débat.

- "L'État" est-il un instrument de domination ? N'est-il qu'un instrument de domination ?

- Que signifie faire dépérir "l'État", mener sa démocratisation radicale ou encore dépasser "l'État" ? Faut-il privilégier l'un ou l'autre de ces objectifs, ou les associer ?

#### Déjeuner sur place, sur inscription

Pour s'inscrire, adresser un mail à André Pacco : [oside1@orange.fr](mailto:oside1@orange.fr) ou un texto : 06 89 16 94 77 (sans oublier de mentionner votre nom)

Participation : 10 € par repas à régler sur place.

**Journée suivante le samedi 30 novembre :**  
**une séance sur la gratuité ; une séance sur l'écologie**

Les séances seront enregistrées. Une participation aux frais d'organisation du séminaire (location des salles, publication...) sera possible sur place.

Contact : ACU - Séminaire Communisme - 2 rue Edouard Vaillant - 93200 Saint-Denis  
Mail : [acu@plateformecitoyenne.net](mailto:acu@plateformecitoyenne.net) - Pour toute information, rendez-vous sur le site [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net) et dans l'hebdo *Cerises* : [www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)